



NATIONS UNIES

ASSEMBLEE GENERALE



Distr.
LIMITEE

A/C.3/32/L.25/Rev.1
16 novembre 1977
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Trente-deuxième session
TROISIEME COMMISSION
Point 76 de l'ordre du jour

AUTRES METHODES ET MOYENS QUI S'OFFRENT DANS LE CADRE DES ORGANISMES DES NATIONS UNIES POUR MIEUX ASSURER LA JOUISSANCE EFFECTIVE DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTES FONDAMENTALES

Bolivie, Colombie, Costa Rica, Danemark, El Salvador, Espagne, Gambie,
Honduras, Irlande, Italie, Lesotho, Norvège, Panama, Pays-Bas, Sénégal,
Surinam et Venezuela : projet de résolution révisé

L'Assemblée générale,

Rappelant qu'aux termes de la Charte des Nations Unies, les Etats Membres se sont engagés à agir, tant conjointement que séparément, en coopération avec l'Organisation en vue d'instaurer le respect universel et effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion,

Tenant compte de l'entrée en vigueur de plusieurs instruments internationaux dans le domaine des droits de l'homme dont l'application a nécessité l'institution de nouvelles procédures et de nouveaux comités ou autres organes,

Rappelant qu'un travail important est accompli dans le domaine des droits de l'homme par un certain nombre d'institutions spécialisées des Nations Unies et d'autres organismes et organes des Nations Unies,

Notant l'importance du rôle que joue le Secrétaire général en offrant ses bons offices et en fournissant d'autres types d'assistance et de services à la demande d'Etats et d'organes de l'Organisation des Nations Unies,

Constatant qu'il est nécessaire d'utiliser pleinement et plus efficacement toutes les ressources des Nations Unies dans le domaine des droits de l'homme, et qu'il est nécessaire également de faciliter la coopération entre les Etats Membres aux fins de l'exécution des engagements qu'ils ont pris aux termes de la Charte en ce qui concerne les droits de l'homme,

Convaincue qu'il pourrait être très utile que ces fonctions soient regroupées et qu'elles soient remplies par une entité permanente ayant les moyens de promouvoir et de coordonner les activités relatives aux droits de l'homme menées dans le cadre du système des Nations Unies et de jouer un rôle consultatif, dispensant conseils et assistance en matière de droits de l'homme aux Etats qui en feraient expressément la demande,

Ayant examiné le rapport du Groupe de travail chargé d'étudier la proposition de création d'un poste de Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, publié le 30 décembre 1966 sous la cote E/CN.4/AC.21/L.1, et la recommandation contenue dans la résolution 1237 (LXIII) du Conseil économique et social, en date du 6 juin 1967,

1. Décide de créer, sous l'autorité du Secrétaire général, un Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme; le Haut Commissaire possédera le degré d'indépendance, le prestige et l'intégrité nécessaires à l'accomplissement discret et impartial de ses fonctions;

2. Décide que le Haut Commissaire agira dans le cadre de la Charte des Nations Unies afin :

a) De promouvoir et de renforcer la compréhension et le respect universels et effectifs des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous sans distinction de race, de religion, de sexe ou de langue, comme stipulé dans la Charte des Nations Unies, dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans d'autres instruments de l'Organisation des Nations Unies, et en particulier :

- i) De considérer comme des problèmes justifiant des préoccupations et une attention spéciale les violations massives des droits de l'homme comme celles que constituent l'apartheid, le racisme et la discrimination raciale, la domination coloniale, l'occupation étrangère et l'assujettissement par l'étranger;
- ii) D'accorder une attention spéciale au fait qu'il importe au plus haut point d'assurer à tous les individus la jouissance effective de leurs droits civils et politiques, de leurs droits économiques, sociaux et culturels et des autres droits reconnus par la Charte des Nations Unies et par l'Assemblée générale, compte tenu de l'indivisibilité et de l'interdépendance de tous les droits de l'homme et de toutes les libertés fondamentales;
- iii) De s'employer activement à faire comprendre les droits fondamentaux de l'homme qui sont inhérents à l'instauration d'un nouvel ordre économique international, ainsi que la nécessité de rattacher le concept traditionnel de droits de l'homme au droit de tous les individus à la satisfaction de leurs besoins économiques, sociaux et culturels;

/...

b) De fournir une assistance et des services, y compris ses bons offices, à tout Etat qui lui en fera expressément la demande; le Haut Commissaire pourra présenter un rapport concernant cette assistance et ces services, ainsi que leurs résultats, avec l'assentiment de l'Etat intéressé;

c) D'entretenir d'étroites relations avec le Secrétaire général et tous les organes des Nations Unies, les institutions spécialisées et les autres organisations intergouvernementales s'occupant des droits de l'homme, et de fournir des avis et une assistance propres à assurer la coordination de leurs activités dans le domaine des droits de l'homme;

d) De rendre compte chaque année à l'Assemblée générale de ses activités et de l'évolution de la situation dans le domaine des droits de l'homme;

3. Souligne que le Haut Commissaire devra exercer ses fonctions en stricte conformité des dispositions de la Charte des Nations Unies, et que les pouvoirs conférés au Haut Commissaire par la présente résolution s'entendent sans préjudice des fonctions et pouvoirs des organes déjà créés ou qui pourraient être créés pour la promotion ou la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales, notamment les organes du système des Nations Unies investis d'un mandat spécifique et ayant compétence dans les domaines énumérés à la section i) de l'alinéa a) du paragraphe 2 de la présente résolution, et ils ne doivent pas en entraver l'exercice;

4. Insiste sur le fait que, dans l'accomplissement de sa tâche, le Haut Commissaire devra accorder la plus grande attention à la situation économique et sociale et aux valeurs culturelles et religieuses des différents pays;

5. Prie le Haut Commissaire de rester en contact étroit avec le Secrétaire général afin d'être au courant des travaux de tous les organes de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées s'occupant des droits de l'homme, y compris la lutte contre le colonialisme, l'apartheid, le racisme et la discrimination raciale, la domination coloniale, l'occupation étrangère et l'assujettissement par l'étranger, et de disposer des facilités et informations nécessaires à l'accomplissement de ses fonctions;

6. Décide que :

a) Le Haut Commissaire sera nommé par le Secrétaire général pour une période de cinq ans, cette nomination étant confirmée par l'Assemblée générale, et que ses émoluments ne seront pas inférieurs à ceux d'un Secrétaire général adjoint;

b) Les émoluments du Haut Commissaire seront imputés sur le budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies;

7. Prie le Secrétaire général de lui présenter à sa trente-troisième session des propositions concrètes concernant l'organisation du Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, compte tenu de la nécessité d'utiliser pleinement les ressources existantes;

8. Décide de procéder, à sa trente-huitième session, à une étude d'ensemble de la question du Haut Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme, à la lumière des activités entreprises et des résultats obtenus par le Haut Commissaire.